



# Compatibilité climatique

## Caisse de prévoyance de l'État de Genève

### CPEG

#### Caractérisation

La CPEG a un volume d'investissement total d'environ CHF 22 milliards et se classe environ au 9ème rang des caisses de pension en Suisse.

#### Politique en matière de durabilité/ESG

La CPEG a l'obligation légale (article 4 de la LCPEG de l'État de Genève) d'inscrire son activité dans le cadre du développement durable et des investissements responsables. Comme annoncé dans le Rapport d'activités 2020, et confirmé dans le Rapport d'activités 2021, la Caisse a concrétisé sa politique ESG (environnemental, social et de gouvernance) dans la Charte d'investissement responsable (mars 2022) et qui Stratégie climatique (voir en bas).

Depuis longtemps, la CPEG n'investit pas dans des sociétés contrevenant gravement aux critères ESG, soit les entreprises principalement actives dans certains secteurs controversés (armement, énergie nucléaire, jeux de hasard, pornographie, tabac, OGM non thérapeutiques, matières premières agricoles). En règle générale, le seuil appliqué est 20% du chiffre d'affaires.

En 2018, la CPEG a ajouté le secteur du charbon à cette liste d'exclusion (voir en bas).

Dans une communication d'octobre 2020 à l'Alliance climatique, la CPEG avait informé que certains de ses portefeuilles suivaient l'approche «Best-in-class», ou aussi à impact (voir en bas).

#### Prise en compte des risques climatiques dans le cadre de la politique ESG, respect de l'expertise juridique de NKE

La prise en compte des risques climatiques dans le processus d'investissement fait partie de l'obligation fiduciaire de diligence selon l'expertise juridique du cabinet d'avocats NKE.

La CPEG a déclaré déjà en janvier 2018 dans un communiqué relatif à son adhésion à l'IIGCC (voir ci-dessous) que «les investisseurs institutionnels ont un devoir fiduciaire de considérer les opportunités d'investissement liées au changement climatique et de jouer un rôle actif dans la transition énergétique», et que «le changement climatique risque d'impacter de différentes manières toutes les classes d'actifs et tous les secteurs de l'économie. L'effort doit être poursuivi sur la durée et être intégré au quotidien dans la prise de décision».

Avec sa nouvelle Stratégie climatique (voir en bas), la CPEG a maintenant traduit cette intention en un plan formalisé et cohérent.

#### Adhésion à des associations de développement durable

La CPEG est membre de l'ETHOS Engagement Pool Suisse et de l'ETHOS Engagement Pool International.

La CPEG est membre de l'Institutional Investors Group on Climate Change (IIGCC), dont elle assume la vice-présidente du comité. Ce groupe d'activiste est le plus ancien et le plus influent en Europe avec 250 membres et 33'000 Mrds sous gestion. L'IIGCC engage avec les entreprises, les pouvoirs politiques et les investisseurs pour aider à définir les bonnes pratiques et les politiques d'investissements, ainsi que les comportements que les entreprises doivent adopter face à l'urgence climatique. Plus concrètement, l'objectif principal est d'accompagner les investisseurs dans

la décarbonisation de leurs portefeuilles et de canaliser leurs flux financiers dans des investissements compatibles avec un avenir à 1,5 °C et neutres en émissions carbonées.

En mars 2022, la CPEG a adhéré aux UN Principles for Responsible Investment (UN-PRI).

### Mesures prises pour décarboniser le portefeuille et augmenter la qualité ESG

#### Intégration ESG

Depuis 2018, la CPEG ~~exclut les entreprises de l'extraction et production de charbon~~ de ses actions et obligations. Selon la nouvelle ~~Charte d'investissement responsable 2022~~, le seuil appliqué est de 20% du chiffre d'affaires.

La Caisse a également déjà exclu un certain nombre de sociétés pétrolières en raison de leur modèle économique sans avenir. Cela ressort de sa déclaration lors d'une audition à la Commission des finances du Grand Conseil (~~rapport d'août 2019~~, p. 11; voir ci-dessous). Sur la base de cette étude carbone effectuée par Trucost, l'Alliance climatique avait estimé que l'intensité CO<sub>2</sub>eq des actions suisses et globales est inférieure de 15% à la moyenne du marché actions global, tandis que les obligations d'entreprises suisses et globales de la CPEG étaient inférieures de 28% à la moyenne correspondante.

#### Impact Investment

Selon la ~~réponse~~ au Groupe d'assuré.e.s CPEG d'avril 2019 (voir ci-dessous), 15% du portefeuille d'infrastructure est consacré aux investissements dans les énergies renouvelables. En prenant la part de la catégorie d'actifs d'infrastructure dans le volume total d'investissement, présentée dans le ~~Rapport d'activités 2020~~, on peut calculer que cet «Impact Investment» correspond à environ 0,2% de la fortune de la CPEG.

En décembre 2020, la CPEG ~~annonce sa participation à un fonds international lié à la transition énergétique~~. Toutefois, le volume de cet «Impact Investment» dans l'infrastructure n'est pas connu. L'Alliance climatique estime le montant à CHF 40 millions. Dans cette hypothèse, cela représenterait environ 0.2% de la fortune.

Selon le ~~Rapport d'activités 2020~~, la CPEG investit CHF 120 millions dans la microfinance. Cela représente environ 0.55% des actifs.

En décembre 2021, la Caisse ~~annonce que le canton de Genève et la CPEG, avec l'appui de la BCGE, ont conclu la première obligation sociale émise par des acteurs suisses~~. Cette opération, conclue par le biais d'un placement privé d'une durée de 12 ans, a permis de lever un montant total de CHF 50 millions. On peut calculer que cet «Impact Investment» en «Social Bonds» correspond à environ 0,25% de la fortune de la CPEG.

Dans le cadre d'une nouvelle communication à l'Alliance climatique d'avril 2022, la CPEG informe qu'elle a investi actuellement CHF 100 millions dans des «Green Bonds», donc environ 0.5% des actifs.

En résumé, plus de 1.5% des actifs de la CPEG sont engagés dans «Impact Investment».

#### Immobilier

Pour des raisons de quantifiabilité difficile, l'Alliance climatique s'abstient de considérer les mesures positives pour le climat dans le portefeuille immobilier. Pourtant, il convient de mentionner que la CPEG, premier propriétaire du Canton de Genève, doit être considérée comme une pionnière dans la transition énergétique de son propre parc immobilier. Sur la base de sa ~~stratégie énergétique~~, elle se fixe des objectifs à 5 ans: poursuivre l'amélioration de la performance énergétique des immeubles, diminuer la consommation et accroître la part renouvelable des sources d'énergie pour la production de chaleur, et d'autres encore.

Dans le cadre de la dite communication à l'Alliance climatique d'avril 2022, la Caisse informe sous la dénomination «Impact Investment», qu'elle détient un volume important d'investissements dans des logements sociaux. L'Alliance estime qu'il s'agit de résidences seniors de la ~~fondation RPSA dont la CPEG est actionnaire~~. Sur la base des chiffres donnés par la CPEG pour le total de son «Impact Investment», on peut estimer le volume à plus de 200 millions.

#### Engagement effectif pour le climat et exercice du droit de vote à l'étranger et en Suisse

##### Engagement

En tant que membre de l'~~ETHOS Engagement Pool Suisse~~, la CPEG a notamment participé à deux initiatives d'engagement remarquables et réussies : dans le cas de Nestlé, Ethos a obtenu le ~~Say on Climate~~, c'est-à-dire la présentation de la stratégie

climatique du groupe à l'assemblée générale 2021, et dans le cas d'Holcim, l'élaboration d'un Say on Climate Report pour l'assemblée générale 2022.

En tant que membre de l'ETHOS Engagement Pool International (EEPI), elle participe en particulier depuis juin 2018 au programme d'engagement pluriannuel en cours, qui demande à 8 compagnies d'électricité européennes de se préparer à un avenir pauvre en carbone. Plus encore, la CPEG est impliquée dans un grand nombre d'initiatives internationales ESG et positives pour le climat énumérées dans le résumé EEPI des activités 2020.

Les caisses de pension qui se regroupent dans l'ETHOS Engagement Pool International accèdent, selon le rapport d'activité 2020, via Ethos en tant que "Participant" à l'initiative mondiale Climate Action 100+ dans le cadre d'une division du travail avec leur propre représentation, discutent des objectifs et des mesures pour atteindre les objectifs, et rendront compte des progrès réalisés. Climate Action 100+ cible les 167 plus grands émetteurs de gaz à effet de serre représentant 80% des émissions mondiales de CO<sub>2</sub>eq. Le principal axe d'action de l'initiative est: «An important component of company commitments on climate change is the formation of comprehensive business strategies that fully align with the goals of the Paris Agreement and reaching net-zero emissions by 2050 or sooner». Comme le montre le Progress Report 2020 de Climate Action 100+, les premiers progrès sont évidents chez plusieurs entreprises. Le processus, les types d'engagement et les outils, les exigences en matière de contenu, les étapes et la mesure des progrès sont définis de manière transparente. Les exigences de fond comprennent l'intégration d'une gouvernance axée sur le climat dans les systèmes de gestion des entreprises (y compris l'alignement du lobbying pour soutenir les politiques favorables au climat), la divulgation des risques climatiques conformément aux recommandations du Task Force on Climate-related Financial Disclosures du G20 (TCFD), et la définition d'une voie de décarbonisation à travers la chaîne de valeur qui soit conforme à l'objectif climatique de 2°C de l'Accord de Paris sur le climat.

Avec la communication susmentionnée d'octobre 2020, la CPEG avait informé des projets sélectionnés par l'EEPI pour 2020. En plus d'un grand nombre de sujets concernant le travail, les droits humains et la gouvernance, sont en cours concernant le changement climatique :

- L'engagement collectif Climate Action 100+ (voir ci-dessus)
- Les producteurs d'électricité
- La transition énergétique
- Les métaux rares (nouveau thème) qui sont d'une importance stratégique dans la transition vers une économie faible en carbone (éoliennes, photovoltaïque, batteries). Il faut s'assurer que les entreprises connaissent et gèrent les risques environnementaux et sociaux entourant l'approvisionnement en métaux rares.

De surcroît, la signature du 2021 Global Investor Statement to Governments on the Climate Crisis, organisée par la coalition mondiale The Investor Agenda, envoie un signal fort aux gouvernements et aux responsables politiques de tous les pays. Plus de 450 investisseurs mondiaux, dont des investisseurs institutionnels de premier plan, appellent les gouvernements à combler le vide législatif, de plus en plus criant, pour atteindre l'objectif de 1,5°C fixé par l'Accord de Paris sur le climat.

Enfin, la Caisse est devenue signataire de l'Investor Decarbonization Initiative de ShareAction. Cette initiative d'engagement climatique vise à garantir que les entreprises utilisent 100 % d'énergie renouvelable, augmentent leur efficacité énergétique et passent à la mobilité électrique.

#### Exercice des droits de vote

La CPEG exerce ses droits de vote d'actionnaire dans environ 500 entreprises étrangères par l'intermédiaire de Ethos. Elle vote en suivant les préconisations d'Ethos, référence dans la matière. Chaque année, un rapport exhaustif sur l'exercice des droits de vote lors des assemblées générales est publié.

#### Processus d'escalation

Dans la communication susmentionnée d'octobre 2020, la CPEG avait informé qu'elle est en train d'élaborer un processus d'escalade en cas d'échec du dialogue avec les entreprises. Avec la nouvelle note d'avril 2022, la Caisse indique que, pour poursuivre dans de processus de décarbonisation de sa fortune, elle a décidé d'un désinvestissement ambitieux et progressif des sociétés pétrolières : «il s'agit de commencer par exclure les sociétés les plus éloignées des objectifs de température de 1.5°C de l'Accord de Paris pour poursuivre ensuite le processus par paliers. Ainsi, la CPEG engage le dialogue et se désinvestira progressivement les sociétés pétrolières proches des Accords de Paris mais non alignées si des améliorations concrètes ne sont pas mises en œuvre». En effet, l'administration

veille continuellement à l'intégration des critères ESG par ses gérants lors des revues de portefeuille en analysant notamment l'alignement des sociétés investies avec les objectifs climatiques de la CPEG ainsi que les actions d'engagement effectuées par les gérants.

### Mesure de l'empreinte CO2 ou du risque climatique financier avec analyse de scénarios

En été 2018, la Caisse a informé qu'elle «a mené une étude pour calculer l'empreinte carbone de ses portefeuilles en actions et en obligations d'entreprises».

Suite à une interpellation émanant du parlement (voir en bas), la Caisse remet les deux rapports de l'étude climatique de l'OFEV 2017 et de sa propre étude empreinte carbone.

Avec sa communication d'octobre 2020 susmentionnée à l'Alliance climatique, la CPEG donne d'ultérieures informations. L'empreinte carbone du portefeuille a été calculée en utilisant les données disponibles fournies par la société Trucost. Pour chaque entreprise présente dans le portefeuille, la CPEG a calculé une intensité carbone, à savoir le rapport des émissions de CO2 directes et indirectes (par indirectes on entend ses principaux fournisseurs) au chiffre d'affaire. En d'autres termes, les émissions directes correspondent au Scope 1 et les indirectes au Scope 2 (fournisseurs d'énergie). Quant au Scope 3 couvrant les chaînes de valeur la CPEG informe qu'elle avait utilisé les données du Scope 3 amont. Ceci est dû au fait qu'il est facilement mesurable et les données s'y rapportant relativement disponibles. Les données du Scope 3 aval étant faiblement renseignées et peu fiables, elle avait renoncé à les utiliser. Toutefois, étant donné l'amélioration notable des bases de données, la CPEG indique qu'il est probable qu'elle puisse intégrer les Scope 3 aval pour la prochaine étude.

Dans le cadre de la communication à l'Alliance climatique d'avril 2022, la CPEG informe que, comme lors des années précédentes, elle a effectué en 2021 la mesure des émissions de carbone (scope 1, 2 et 3) ainsi que de la température de son portefeuille actions et obligations. Cette année, la CPEG a élargi le spectre de ces analyses en mesurant l'empreinte carbone de ses obligations souveraines. Ces mesures ont révélé une baisse de 15% des émissions de ses actions et obligations

entre 2020 et 2021. Cette baisse réalisée en une année confirme la capacité qu'a la Caisse à atteindre les objectifs climatiques qu'elle s'est fixé.

Selon la nouvelle Stratégie climatique, dès 2023, la CPEG rendra compte annuellement des avancées réalisées sur ses objectifs ESG et sur ses pratiques d'investissement responsable à travers un rapport dédié.

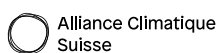
### Planification de mesures ultérieures de décarbonisation

Avec sa nouvelle Stratégie climatique 2022, la CPEG a adopté comme objectifs:

- La neutralité carbone à l'horizon 2050
- Le respect de l'Accord de Paris sur le climat et alignement de son portefeuille sur une trajectoire de température de 1.5°C
- Le désengagement progressif des énergies fossiles

Avec la communication mentionnée d'avril 2022, la CPEG spécifié concrètement son concept de synergie entre la stratégie d'engagement et le désinvestissement des entreprises d'énergies fossiles. Pour poursuivre dans de processus de décarbonisation de sa fortune, la CPEG a décidé d'un désinvestissement ambitieux et progressif des sociétés pétrolières : il s'agit de commencer par exclure les sociétés les plus éloignées des objectifs de température de 1.5°C de l'Accord de Paris pour poursuivre ensuite le processus par paliers. Ainsi, la CPEG engage le dialogue et se désinvestira progressivement les sociétés pétrolières proches des accords de Paris mais non alignées si des améliorations concrètes ne sont pas mises en œuvre.

De plus, dans le cadre de la même communication d'avril 2022, la CPEG informe que, pour atteindre l'alignement sur une trajectoire 1.5°C qui constitue sa feuille de route, elle s'est donné à l'interne des objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre à court, moyen et long terme.



### Conclusion:

- Basée sur sa Charte d'investissement responsable 2022, qui comprend sa nouvelle Stratégie climatique, la CPEG dispose d'une politique ESG et climatique globale, et s'est donc engagée sur une trajectoire planifiée de décarbonisation de ses investissements mobiliers.

- Avec l'élimination des producteurs de charbon des portefeuilles d'actions et d'obligations, la CPEG avait commencé en 2018 à décarboniser ses investissements.
- «Impact Investing» en infrastructure, «Green Bonds», «Social Bonds» et en microfinance avec plus de 1,5% des actifs.
- L'Alliance climatique avait estimé en 2019 sur base d'une analyse de la CPEG, qui a été mise à disposition sur demande du Grand Conseil du canton de Genève, que l'intensité CO2eq des actions suisses et globales est inférieure de 15 % à la moyenne du marché actions global, tandis que les obligations d'entreprises suisses et globales de la CPEG étaient inférieures de 28% à la moyenne globale.
- La mise en oeuvre de la nouvelle Stratégie climatique a pour objectif le désengagement progressif des énergies fossiles et la neutralité carbone à l'horizon 2050.
- Prise d'influence comme actionnaire au sein de l'ETHOS Engagement Pool International, en particulier avec la participation active à la Climate Action 100+, et de l'ETHOS Engagement Pool Suisse.
- La CPEG est membre de l'Institutional Investors Group on Climate Change (IIGCC), qui engage avec les entreprises, les pouvoirs politiques et les investisseurs pour aider à définir les bonnes pratiques et les politiques d'investissements, ainsi que les comportements que les entreprises doivent adopter face à l'urgence climatique.

Dès que l'ampleur de la mise en oeuvre présentera une réduction substantielle, qui combinée aux activités d'engagement déjà en cours démontre une trajectoire de décarbonisation du portefeuille mobilier conforme à l'objectif de 1,5°C de l'Accord de Paris selon les critères du rating, l'Alliance climatique changera la classification de la CPEG en **VERT CLAIR**.



#### Tendance 2020-2022 :

Évaluation: nettement mieux

- Avec sa première étape de décarbonisation et sa nouvelle stratégie climatique, avec son engagement à la neutralité carbone à l'horizon 2050, avec son «Impact Investing» substantiel, qui agissent en synergie avec l'exercice de son influence efficace en tant qu'actionnaire dans le cadre de l'ETHOS Engagement Pool International combinée avec son exercice des droits de vote, ainsi qu'avec son engagement au sein de l'Institutional Investors Group on Climate Change (IIGCC), la CPEG a parcouru un chemin remarquable pour la préparation planifiée d'une trajectoire de décarbonisation de son portefeuille compatible avec l'Accord de Paris.
- Pourtant, la mise en oeuvre concrète de la nouvelle stratégie climatique avec des objectifs numériques de décarbonisation fait encore défaut. La trajectoire de décarbonisation devrait se baser sur des objectifs intermédiaires en ligne avec la feuille de route la plus avancée actuellement, le Target Setting Protocol de l'UN convened Net Zero Asset Owners Alliance.
- Pour respecter le plus rapidement possible l'objectif de limitation du réchauffement à 1, 5°C, une réduction d'au moins 22%, ou mieux, de 32% par rapport à 2020 est nécessaire d'ici 2025, et une réduction de 49%, ou mieux, de 65% d'ici 2030.
- Ces objectifs de réduction du Target Setting Protocol de la UN convened Net Zero Asset Owners Alliance sont absolus et se rapportent aux propres émissions de CO2eq financées en 2020. Ils ne doivent pas être fixés en comparaison avec le marché de référence mondial. La part élevée habituelle d'investissements nationaux, moins intensifs en CO2eq, ne devrait pas être employée pour justifier des mesures de décarbonisation comparativement faibles.
- Selon le Target Setting Protocol de l'UN convened Net Zero Asset Owners Alliance, il est également recommandé d'augmenter l'«impact investing» (Climate Solution Investment/Financing Transition Investments).
- Enfin, le Target Setting Protocol de la UN convened Net Zero Asset Owners Alliance recommande un fort «Policy engagement» : transposé dans le rôle de modèle de la CPEG en tant que caisse de pension importante, la prise d'influence sur l'association professionnelle ASIP des caisses de pension pourrait par exemple avoir un impact, afin d'obtenir son engagement en faveur des objectifs de l'Accord de Paris sur le climat et des Sustainable Development Goals par le biais d'une politique proactive et initiative – en lançant des initiatives professionnelles ASIP, par des appels à la politique, par des prises de position politiques sur des questions actuelles de redirection des flux financiers et par des recommandations de vote correspondantes. En outre, il existe un besoin pour un engagement public proactif en faveur d'une obligation réglementaire exhaustive par la Confédération pour les entreprises en Suisse, afin qu'elles pratiquent un reporting ESG et climatique qui devrait être entièrement compatible avec la future directive Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD) de l'UE. Cela permet de réduire les coûts d'acquisition des données.



#### Activités politiques

2015 : Projet de loi „Réduisons les risques financiers de la CPEG“ modifiant la loi instituant la Caisse de prévoyance de l'Etat de Genève (LCPEG), qui veut interdire les placements dans les entreprises des énergies fossile, déposé par Boris Calame (Les Verts) au parlement cantonal. Renvoyé (2016) à la Commission des finances. Cette dernière décide (2016) d'auditionner la CPEG. La caisse demande un avis de droit au Prof. Jacques-André Schneider de l'Université de Lausanne. Basée sur cet avis, la CPEG déclare que les cantons ne disposent pas d'une compétence de législation propre en matière des placements. Elle précise que seulement un principe

général d'orientation comme article 4 de la LCPEG est permisible. Par conséquent, la Commission des finances ~~refuse~~ l'entrée en matière (2016).

Cependant, ceci est en contradiction avec l'énoncé (en allemand, ~~traduction ad-hoc~~) du Prof. Kieser et du Dr. Saner dans „Vermögensanlage von Vorsorgeeinrichtungen“, Allgemeine Juristische Praxis, 2017, qui affirme la compétence des cantons et des communes de réglementer spécifiquement les placements pour des raisons éthiques.

2017 : ~~Proposition de motion~~ „pour préserver la CPEG des risques boursiers considérables liés aux investissements dans les énergies fossiles“, Boris Calame (Les Verts), qui demande au gouvernement de „demander à ses représentants au sein du comité de la CPEG de tout entreprendre pour que la caisse de prévoyance désinvestisse rapidement des énergies fossiles“. ~~Renvoyée~~ à la Commission des finances (avril 2017).

Janvier 2018 : Dans une ~~note~~ à cette commission, le motionnaire aborde en particulier à trois risques: les risques physiques avec les événements climatiques qui peuvent détruire des biens; les risques de la transition énergétique avec le passage d'une situation à une autre, notamment la réaction du marché sur la valeur du portefeuille; les risques (juridiques) de responsabilité que les investisseurs ont, avec les démarches qui pourraient être entamées par les lésés du non-respect du devoir de diligence.

Novembre 2018 : ~~Question écrite urgente~~ Pierre Eckert (Les Verts) „Quels sont les résultats détaillés des évaluations de compatibilité climatique des investissements de la CPEG ?“ Elle appelle à une transparence totale des résultats des deux études (dont la première est l'~~étude climatique de l'OFEV~~) qu'elle a réalisées selon les informations disponibles. En fait, les informations publiées par la Caisse sont très limitées (voir ci-dessus sous „Climat-compatibilité des investissements“).

Décembre 2018 : Pour la ~~réponse~~, le gouvernement obtient les résultats des deux études, ainsi que le rapport original de l'analyse de l'OFEV (voir les conclusions ci-dessus).

Juin 2019 : Comme le premier délai de traitement a été dépassé, le Grand Conseil ~~décide de renvoyer la Proposition de motion~~ „pour préserver la CPEG des risques boursiers considérables liés aux investissements dans les énergies fossiles“ à nouveau à la Commission des finances.

Août 2019 : La majorité conservatrice de la Commission des finances ~~refuse~~ de proposer au Grand Conseil l'adoption de la Proposition de motion „pour préserver la CPEG des risques boursiers considérables liés aux investissements dans les énergies fossiles“. Elle s'abstient ainsi d'envoyer un signal fort à la CPEG pour que celle-ci effectue un revirement déterminé des placements fossiles vers les investissements verts.

Octobre 2019 : ~~Proposition de motion~~ Pierre Eckert (Les Verts) „Une stratégie climatique pour la CPEG“. Elle fait référence au fait que le Conseil d'État, en tant qu'employeur finançant les pensions, est tenu d'obtenir de la Caisse les mesures appropriées pour assurer les pensions futures. Dans ce contexte, le gouvernement est invité à soumettre un certain nombre de questions à la Caisse. Par exemple, il est suggéré que les règles de placement, le processus de placement et les dispositions de placement individuelles pour les gestionnaires de fortune précisent comment gérer les risques financiers et les opportunités liés au climat et qu'une stratégie climatique soit élaborée dans le but d'investir conformément au 1,5°. Pour atteindre cet objectif, une décarbonisation rapide du portefeuille devrait être prioritaire et des objectifs et des délais mesurables devraient être fixés. Cet objet est ~~renvoyé~~ à la Commission des finances (octobre 2019).

Janvier 2020 : Par une majorité de la droite, le Grand Conseil refuse d'adopter la ~~Proposition de motion~~ „pour préserver la CPEG des risques boursiers considérables liés aux investissements dans les énergies fossiles“.

### Activités syndicales

Mars 2017 : La Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS – Les syndicats de Genève) lance l'initiative „pour un désinvestissement des énergies fossiles“ en invitant tou-te-s les délégué-e-s des travailleurs au sein des caisses de pension ~~d'envoyer une lettre~~ à l'organe suprême en leur proposant un modèle.

Mars 2019 : La Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS – ~~Les syndicats de Genève~~) publie sa ~~Charte relative aux principes d'investissements responsables des institutions de prévoyance professionnelle~~. En plus d'une variété de dispositions fondées sur les principes ESG (Environmental, Social, Governance), elle exclut les sociétés qui génèrent une part significative (plus de 1%) de leurs revenus avec les énergies fossiles

(charbon, pétrole, gaz de schiste/fracking). Cette Charte décrit les principes et les règles qui doivent orienter les délégués du personnel des organisations syndicales affiliées lors des décisions d'investissement (donc aussi ceux de la CPEG).



### Dialogue entre assuré-e-s et caisse

Juin 2019 : L'Assemblée de délégués de la CPEG vote à grande majorité pour le respect de la Charte relative aux principes d'investissements responsables des institutions de prévoyance professionnelle de la CGAS de la part de la CPEG (voir ci-dessus; renseignement personnel).

Groupe d'assuré.e.s de la CPEG pour le désinvestissement

Janvier 2018 : le Groupe de contact d'assurés de la CPEG pour le désinvestissement, composé de 33 assuré-e-s auprès de la CPEG, envoie une lettre au Conseil de fondation au nom des participants CPEG de retraites.sans.risques.ch. Elle comprend des questions sur la mesure et le reporting de la compatibilité climatique, la stratégie de gestion des risques climatiques, le manque d'engagement des investisseurs à l'étranger et la participation des bénéficiaires. La soumission du Groupe d'assuré.e.s de la CPEG exige également une stratégie de sortie claire et transparente des investissements dans les entreprises de combustibles fossiles.

Novembre 2018 : la CPEG répond dans sa lettre qu'elle estime les résultats du test climatique de l'OFEV lacunaires car il portaient seulement sur 8% des investissements. Elle informe qu'elle a mené une étude complémentaire sur l'empreinte carbone de l'ensemble de ses actions et obligations

d'entreprise, et que celle-ci aurait démontré que les émissions de CO2 du portefeuille sont „inférieures à celles du marché“.

Février 2019 : le Groupe d'assuré.e.s de la CPEG prend à nouveau position. Dans sa lettre, il formule des recommandations sur la décarbonisation stratégique du portefeuille. L'inscription d'une stratégie climatique dans la „Politique générale de développement durable“ est proposée pour mettre en œuvre une décarbonisation pratique par désinvestissement/investissement, associée à un objectif mesurable p.ex. moins 50% entre l'année 2025. Le Groupe invite la CPEG à discuter de ces questions lors d'une réunion et constitue une délégation à ce but.

Avril 2019 : dans sa réponse, la CPEG décrit en détail sa politique actuelle sur l'investissement responsable. Parmi ses informations, il y a aussi des projets tournés vers l'avenir (voir ci-dessus). Elle annonce également son intention de réaliser chaque année une étude carbone; la prochaine est programmée au mois d'août 2019. Toutefois, la Caisse ne juge pas nécessaire de procéder à une réunion avec la délégation du groupe d'assuré.e.s proposée.